

monétariste au niveau macroéconomique. En matière d'économie du développement, différentes vagues de réformes successives furent lancées par les architectes institutionnels occupant les institutions financières internationales : l'infrastructure, l'éducation, la planification familiale, la primauté du droit et les institutions juridiques/techniques, telles que la législation sur la faillite et, vers la fin, les institutions politiques elles-mêmes, ont tour à tour été les remèdes miracles proposés pour faire repartir le développement. Dans le monde du commerce, il n'est peut-être pas surprenant que l'on ait moins retenu le Tokyo Round (négocié dans cette décennie charnière qu'ont constitué les années 1970) pour les réductions des tarifs douaniers que pour plusieurs accords supplémentaires dont l'application, pour la première fois, s'étendait à l'intérieur des frontières pour s'attaquer aux enjeux institutionnels. Ces accords supplémentaires comprenaient le Code antidumping, le Code des marchés publics, le Code de la normalisation et le Code des subventions, ainsi que des procédures renforcées qui ont permis d'étendre considérablement le rôle du GATT dans la résolution des différends commerciaux.

Les avocats en droit commercial eurent bientôt du grain à moudre. En 1979, année qui marque la fin du Tokyo Round, les États-Unis ont soustrait au département du Trésor l'administration d'importants éléments de leurs lois visant à corriger certaines pratiques commerciales. Le département du Trésor avait tendance à ne pas considérer comme des préjudices certaines affaires de dumping prétendu. La responsabilité de cette administration fut donc confiée au département du Commerce, qui sembla n'éprouver aucun problème à trouver des cas de dumping ou de préjudice – y compris dans des affaires plutôt célèbres où des exportateurs vendant des produits aux États-Unis y pratiquaient des prix plus élevés que dans leur pays! La « régularisation juridique » du commerce international était donc déjà bien engagée avant le Cycle d'Uruguay que de nombreux observateurs ont tendance à désigner comme le grand tournant à cet égard.

Les experts du commerce voient généralement une forme de schéma naturel inévitable dans l'évolution de la politique